



Projet de mouvement de mutation catégorie C au 1/09/2015

Il manque 2597 agents dans les services ! Un recrutement de nouveau insuffisant

Le projet de mouvement général catégorie C vient de paraître.

Il fait ressortir un déficit de 2597 agents. C'est encore pire que l'an dernier ! De qui se moque t'on ?

Les chiffres parlent d'eux même : ce sont 918,8 emplois qui sont vacants en Ile de France et plus de 1676,9 en province.

Seul 4 directions sur 139 font ressortir un solde des effectifs positif.

Pratiquement toutes les directions font apparaître des sous effectifs de 10 agents. Certaines de 20, 30, 40 agents voir plus (voir carte de France des effectifs à l'adresse suivante :

http://www.financespubliques.cgt.fr/IMG/pdf/situation_des_effectif_2015.pdf).

Quelques exemples :

Les Alpes Maritimes - 52,7 ; les Bouches du Rhône - 91,6 ;
la Haute Garonne - 47,5 ; la Gironde - 30,8 ; l'Herault - 31,9 ;
l'Ille et Vilaine - 31,8 ; l'Isère - 42,3 ; le Rhône - 89,1 ; la Haute Savoie - 46 ;
la Seine Maritime - 34,6 ; les Hauts de Seine - 156,8 ; le Val de Marne - 96,2 ;
les Yvelines - 118,1.

Et la palme revient à la Seine Saint Denis avec un déficit de 194 agents !

Comment faire fonctionner les services dans ces conditions : sous effectifs supérieurs à 2590 agents C, suppressions d'emplois de plus de 32 000 agents depuis 2002...

Ce sont des pans entiers de missions qui sont abandonnées : fusions des SIP, fusions des SIE, fermetures de services au public une demi-journée par semaine, fermetures des trésoreries au public lorsque les effectifs du poste ne sont pas suffisants, plan de fermeture des petites trésoreries et ce n'est qu'un début.

Le directeur général vient d'annoncer le bilan des actions réalisées en 2014 dont les mesures de modernisation et de simplification, constituent des axes majeurs, concluant que « *le chantier n'est jamais achevé tant nos ambitions sont grandes* ».

Mais quelles sont ses grandes ambitions pour la DGFIP ? **Continuer les suppressions d'emplois, continuer à abandonner des pans entiers de missions, continuer à démanteler le maillage territorial de notre administration, continuer à remettre en cause le Service Public. C'est insupportable ! De qui se moque t'on ?**

Montreuil, le 10/04/2015

**Syndicat national
CGT Finances Publiques**

- Case 450 ou 451
- 263 rue de Paris
- 93514 Montreuil Cedex
- www.financespubliques.cgt.fr
- Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr
- dgfip@cgt.fr
- Tél : 01.55.82.80.80
- Fax : 01.48.70.71.63

Des agents envers qui l'administration prouve une fois de plus son mépris. Ce sont eux qui subissent au quotidien les conséquences de ses choix : stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous effectif permanent.

C'est dans ce contexte particulièrement difficile pour les agents de la DGFIP que la CGT a appelé à la Grève interprofessionnelle hier jeudi 9 avril 2015.

La situation de l'emploi est catastrophique, la situation de nombreux collègues en attente de mutation reste très difficile et l'administration se montre cette année encore incapable de calibrer le volume des recrutements à hauteur des besoins des services.

Le volume de recrutement dans la catégorie C est largement insuffisant. En effet, l'appel de la liste principale du concours externe 2015 et le recrutement de 50 contractuels handicapés s'élève à 965 lauréats et sera bien loin de combler le déficit de 2597 agents de catégorie C.

Après l'installation de ces nouveaux collègues, il restera encore 1682 postes vacants et le nombre total des départs en retraite en 2015 n'est pas connu.

Les représentants des personnels de la CGT Finances Publique exigent le recrutement immédiat de l'ensemble des 2 listes complémentaires des concours interne et externe 2014 soit plus de 1000 agents qui malheureusement ne combleront pas totalement la pénurie d'emploi qui touche la catégorie C.



Le 9 avril en chiffre

On a recensé plus de 300 000 salariés, actifs, jeunes et retraités, privés d'emploi, dans les 86 rassemblements et manifestations en province et à la manifestation nationale à Paris.

Pour les finances publiques, c'est près de 23 % des agents qui étaient dans l'action.

Par leur implication dans ce mouvement, les agents des Finances Publiques ont clairement marqué leur refus de l'austérité, du pacte de responsabilité, et leur volonté de voir aboutir leurs revendications :

- pour l'abandon de la démarche stratégique et la revue des missions
- pour le comblement des vacances d'emplois et la création d'emplois à la DGFIP.
- pour la revalorisation du point d'indice et l'augmentation du régime indemnitaire tenant compte de la réalité des qualifications des agents de la DGFIP.
- pour l'amélioration de leurs conditions de vie au travail
- pour le maintien d'un service public de qualité répondant aux besoins des usagers.

La CGT Finances publique réaffirme que l'administration doit recruter à hauteur des besoins, pourvoir les postes vacants pour le fonctionnement des services et pour que les agents effectuent leurs missions dans les meilleures conditions possibles.

Si l'administration recrutait à hauteur des besoins des services, de nombreux agents, dont certains se trouvent en grande difficulté ne seraient pas « bloqués » sur leur résidence actuelle et auraient obtenu leur mutation.

La CGT Finances Publiques insiste sur l'urgence de la situation. Elle exige l'arrêt des suppressions d'emplois et la création de postes à hauteur des besoins des services !